

Protéger l'École, ses personnels et ses élèves, c'est d'abord arrêter l'austérité !

Montreuil, le 7 avril 2025

Depuis les déclarations de la ministre Borne le 21 février annonçant des fouilles de sacs à l'entrée des établissements et le discours va-t-en-guerre du président Macron le 5 mars, l'étau de la répression se resserre sur la jeunesse.

Le 6 mars, le Sénat a adopté la proposition de loi « *Protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent* » dont l'article 6 dispose que « *en cas de menace pour l'ordre et la sécurité* » au sein d'un établissement, les personnels de direction et le CPE (qui ne sont pas demandeurs) pourront procéder à « *l'inspection* » voire à « *la fouille des effets personnels* » d'un élève.

Le 26 mars, un « *télégramme* » conjoint des ministres Borne et Retailleau aux préfets et recteurs les exhorte à « *mettre en œuvre immédiatement* », dans le cadre d'une « *dynamique globale de lutte contre les violences* », des mesures visant « *la réalisation d'un continuum « dissuasion, sanction* », parmi lesquelles l'organisation de « *contrôles aléatoires aux abords des établissements scolaires par les forces de sécurité intérieure sous l'autorité des parquets et en relation étroite avec la communauté éducative* ».

Lutter contre les violences aux abords des établissements ? Parlons-en : les 19 et 21 mars, des parents et enseignants du lycée Diderot à Paris, mobilisés contre la carte scolaire 2025 avec la FCPE, la FSU, SUD, la CGT et FO ont assisté aux interpellations brutales de plusieurs lycéens rassemblés pour un blocage symbolique de l'établissement. Plusieurs lycéens ont été placés en garde à vue.

Si les ministres Borne et Retailleau veulent lutter contre les violences aux abords des établissements, qu'ils commencent donc par faire cesser cette répression débridée contre les lycéens qui se mobilisent. Comment, en effet, ce gouvernement illégitime peut-il justifier une telle violence à l'encontre de la jeunesse si ce n'est par la crainte que lui inspire la résistance des lycéens et étudiants contre ses mesures d'austérité et de marche à la guerre ?

Le 27 mars, plusieurs milliers d'étudiants manifestaient à Paris contre les 1,5 milliard d'euros de coupes dans les universités et pour exiger « *l'argent pour l'université, pas pour l'armée* » ! Ils ont raison !

Pour protéger l'école de la République, ses personnels et ses élèves, l'urgence c'est d'abord de répondre aux revendications ! Des écoles aux universités, les personnels ne veulent pas d'une surenchère de répression contre les élèves dont ils ont la charge, mais le respect de leurs statuts, de leurs missions, l'annulation des suppressions de postes, des fermetures de classes et la création de tous les postes statutaires nécessaires de toutes catégories.

Dans ces conditions, la FNEC FP-FO renouvelle son appel aux personnels à se tenir aux côtés des lycéens et étudiants qui refusent de sacrifier leur droit à l'instruction, leur droit à suivre les études de leur choix dans l'enseignement supérieur à l'économie de guerre et à la marche à la guerre et à la barbarie !

**Bas les pattes devant nos jeunes ! À bas l'austérité !
Création des postes nécessaires !
De l'argent pour l'École, pas pour la guerre !**